

# Le vrai prix des études

*La France est l'un des rares pays de l'OCDE où les études supérieures restent quasi gratuites. Un système qui profite à une minorité choyée.*

**A**u Royaume-Uni, au Mexique, au Québec, en Italie... On a assisté au printemps dernier à une vague de mouvements protestataires dans les universités. La raison? La hausse des frais de scolarité et la dégradation de l'enseignement. Si la France a été épargnée, c'est parce que l'augmentation des droits d'inscription – le principal facteur déclenchant – n'est pas à l'ordre du jour. Le sujet est trop sensible. Explosif.

Et pourtant! L'université française est confrontée aux mêmes difficultés avec des facultés sous-financées, qui peinent à boucler leur budget et restent à la traîne dans les enquêtes internationales. Ainsi, dans le dernier classement de Shanghai qui recense les meilleures facultés du monde, paru en août, seuls trois établissements de l'Hexagone sont dans le Top-100, contre 53 pour les américains, neuf pour les britanniques, et cinq pour les allemands.

## Disparités entre les filières

En France, l'Etat assure encore 90% de l'effort financier de l'enseignement supérieur, alors qu'au Royaume-Uni et au Japon cette part ne dépasse pas 40%. Malgré la crise, le gouvernement n'a pas coupé dans les budgets. Sous le quinquennat

Sarkozy, un effort a même été consenti. Grâce au grand emprunt, près de 2 milliards d'euros ont été injectés. La France a partiellement rattrapé son retard. Avec 14 100 dollars dépensés en moyenne par jeune dans l'enseignement supérieur, elle est revenue dans la moyenne de l'OCDE. En tête du classement, les Etats-Unis dépensent près de 30 000 dollars par étudiant, quand l'Allemagne ou le Royaume-Uni y consacrent 15 300 dollars.

En dépit de ces chiffres, l'université française est en réalité loin du compte. « Cette moyenne masque d'importants écarts entre les filières, mais aussi entre les diplômés », prévient Geneviève Fioraso, la ministre de l'Enseignement supérieur, qui promet de rétablir l'équilibre. Exemple : un étudiant en première année d'université de sciences humaines coûte environ 3 600 euros par an à la collectivité, contre plus de 10 000 euros pour un élève de grande école. « La particularité de la France est de mettre le paquet sur ses élites », s'insurge la sociologue et professeur à Sciences-Po Marie Duru-Bellat, qui estime « qu'un étudiant de Polytechnique coûte en réalité quinze fois plus cher au système qu'un jeune inscrit en fac de lettres ». Car, dans ces structures publiques d'excellence, la facture est alourdie

En France, l'Etat assure encore 90% de l'effort financier de l'enseignement supérieur, contre moins de 40% au Japon et au Royaume-Uni.

par les indemnités versées aux étudiants. Heureux en effet sont les normaliens qui perçoivent, pendant leur scolarité, près de 1 500 euros net par mois, tandis que les polytechniciens, eux, reçoivent près de 800 euros. « Pourquoi concentrer autant d'efforts sur des élèves si bien traités durant leur cursus, et qui ont le moins de mal à s'insérer sur le marché du travail? » poursuit Marie Duru-Bellat.

## Orientation défaillante

A côté de cette minorité choyée, la plupart des premiers cycles universitaires, qui accueillent le gros du bataillon d'étudiants, eux, sont confrontés à une véritable pénurie. « Les deux premières années de fac, il y a un vrai gaspillage économique et humain, affirme Philippe Aghion, professeur d'économie à Harvard. La collectivité maintient des jeunes dans des cursus sans débouchés... C'est absurde. » Auteur en 2010 d'un rapport sur les pistes de réforme de l'université, il dénonce un système d'orientation défaillant, une inflation de spécialisations dans lesquelles les bacheliers se perdent, un manque évident de passerelles entre les filières... La grande faiblesse du système français est d'être de plus en plus inégalitaire. Entre 2006 et 2010, la part des enfants issus des milieux ►►►



**Pierre Tapie, président de la Conférence des grandes écoles**

## La gratuité et l'accessibilité pour tous fabriquent de l'échec

**P**ierre Tapie préside la Conférence des grandes écoles qui réunit et promeut 216 établissements d'enseignement supérieur, privés ou publics. Il est lui-même directeur général de l'Essec depuis 2001.

**Challenges.** En France, la grande majorité des étudiants ne paie pas, ou presque, ses études.

**Est-ce une situation enviable ?**

**Pierre Tapie.** Pas sûr. L'université souffre d'une double contrainte : la gratuité et l'accessibilité pour tous. Il n'existe pas de régulation du système par une responsabilisation financière ou par une sélection dans les filières comme le concours d'entrée en médecine. Cela a un coût social et économique faramineux, car 40% des jeunes abandonnent avant la fin de la deuxième année. Quand on sait qu'une année coûte entre 3500 et plus de 10000 euros à l'Etat, c'est dramatique ! Toutes les filières universitaires devraient pou-

voir choisir leurs étudiants en fonction de leur capacité à suivre différentes études. Il y a là un vrai mensonge de la République, une machine à fabriquer de l'échec et de la frustration.

**Remettre en cause cette quasi-gratuité paraît pourtant impensable...**

Il faut poser la question du coût et du financement de l'enseignement supérieur, même si ce débat est refoulé par des postures idéologiques. La France investit peu dans ce domaine depuis trente ans, avec environ 2,1% du PIB consacré à la recherche et à l'enseignement supérieur, contre 3,5% au Japon. Les politiques ont tendance à penser que l'enseignement supérieur est un domaine technique, pas très populaire. Et les universitaires français n'ont pas la même influence que leurs confrères en Allemagne, en Suisse, aux Etats-Unis et en Chine. Mais cela ne peut pas durer. On ne peut pas continuer à payer un maître de

conférences qui a fait douze ans d'études 2000 euros net par mois.

**Le débat semble s'inviter sur la place publique. Comment l'aborder ?**

De même que les ménages français ont pris conscience de la dette de leur pays, ils commencent à s'intéresser à l'enseignement supérieur grâce à la loi sur l'autonomie des universités, le plan Campus, ou encore les investissements d'avenir du grand emprunt. Ils savent que la France est mal placée par rapport à ses concurrents directs. Il est donc temps de changer de braquet avec l'objectif d'atteindre 1 point de plus de notre PIB en une décennie. Cela représenterait 20 milliards d'euros à terme. Si on ne fait pas cet effort afin de créer beaucoup plus vite de la richesse intellectuelle et matérielle, mécaniquement, le niveau de vie des Français baissera. D'autant qu'il y a une concurrence mondiale pour attirer les meilleurs cerveaux. **Mais les caisses de l'Etat sont vides.**

**Où trouver cet argent ?**

La Conférence des grandes écoles a proposé qu'un tiers de cette somme vienne des étudiants qui rembourseraient un mois de salaire par année d'études réussie une fois entrés dans la vie professionnelle. ▶▶

PHOTOS :  
Bruno Levy pour  
Challenges

►►► En moyenne, cela reviendrait à payer 3000 euros de frais de scolarité par an; mais seulement sous forme de prime de succès! Rien à voir avec le système américain en place, où les parents ouvrent un plan d'épargne dès la naissance de leurs enfants pour financer leurs études; à 30 000 euros par an. L'Etat prendrait à sa charge un autre tiers. Enfin, les entreprises devraient contribuer au financement de l'enseignement supérieur pour le tiers restant.

**Challenges.** N'est-ce pas déjà le cas avec la taxe d'apprentissage reversée par les chambres de commerce aux écoles de commerce?

**Pierre Tapie.** La formation d'un manager coûte environ 62 000 euros en cinq ans, dont la moitié est prise en charge par la famille, l'autre partie par les entreprises. Pour les écoles d'ingénieurs, la répartition est 20/80 en moyenne, 80% par l'Etat. Comparé à certaines universités américaines moyennes, comme Richmond en Virginie, où l'année est facturée 45 000 dollars, le gap est abyssal. Mais aux Etats-Unis, l'éducation supérieure est considérée comme un bien privé dans lequel on investit avec l'espoir d'un certain retour. En France, c'est un bien public que l'on finance par l'impôt. Le paradoxe est que ces lieux privés américains reçoivent des donations et disposent d'immenses ressources, alors qu'ici, en raison des restrictions budgétaires, on assiste à une paupérisation de l'université.

**Quelles peuvent être les autres sources de financement?**

Les étudiants étrangers. Ils sont environ 250 000 dans nos universités. Si on leur faisait payer les frais réels, à savoir 10 500 euros par an, cela rapporterait 2,6 milliards d'euros à l'Etat. Comparé aux quelques millions d'euros que Polytechnique dépense pour ses étudiants étrangers, la polémique récemment lancée sur cette prise en charge a de quoi faire rire. Nous proposons d'atteindre 500 000 étudiants étrangers d'ici à dix ans : 100 000 d'entre eux seraient boursiers à 100%, sélectionnés par la France pour leurs compétences.

Propos recueillis par  
Kira Mitrofanoff



N. Tavernier/R&O

►►► populaires dans l'enseignement supérieur est tombée de 35 à 31%, quand celle des étudiants des classes aisées a progressé de 32 à 36%. Dans les grandes écoles, les fils d'ouvriers ne sont plus que 10%. Le système des bourses sur critères sociaux a fait long feu. En France, près de 26% des étudiants en perçoivent une. Le montant peut s'élever jusqu'à 4 700 euros par an. « Mais ce que l'on sait peu, c'est que c'est un des plus bas taux des pays occidentaux », précise Eric Charbonnier, expert de l'éducation à l'OCDE. Pour l'Etat, ce poste représente pourtant 1,8 milliard d'euros par an (lire ci-dessous). Et tel qu'il est organisé, le système profite surtout

**Le campus de Polytechnique, à Palaiseau. Outre la totale gratuité de l'inscription, ses étudiants bénéficient d'une indemnité de près de 800 euros par mois.**

aux plus aisés. Ainsi, dans une étude de 2011, demandée par la Conférence des présidents d'université, l'Insee a révélé que si les étudiants les plus pauvres reçoivent la majorité des bourses, en revanche, les plus aisés bénéficient des avantages fiscaux les plus conséquents. Et pour cause, la règle veut qu'en matière d'impôts les enfants soient à la charge de leurs parents jusqu'à leurs 21 ans. Cette limite peut être repoussée à 25 ans lorsque le jeune poursuit des études. Les foyers aisés peuvent donc bénéficier, sans plafond de revenus, d'une demi-part fiscale supplémentaire. Manque à gagner de cet avantage pour l'Etat : 880 millions d'euros par an.

## Comment les écoles impliquent les entreprises

La France compte plus de 665 000 boursiers qui sont classés en sept niveaux, de 0 à 6, l'échelon 0 exonérant uniquement des droits universitaires et du paiement de la cotisation de la Sécurité sociale. Mais le montant annuel des bourses peut grimper à 4 600 euros. Bloqué depuis deux ans, ce montant vient d'être revalorisé de 2,1%. Juste de quoi faire face à l'augmentation des frais d'inscription décidée cet été. Mais pas assez pour affronter la hausse globale du coût des études.

« En dix ans, l'augmentation cumulée du montant des bourses sur critères sociaux (+23%) est de 27 points inférieure à celle du coût de la rentrée (+50%) », dénonce la Fédération des associations générales étudiantes (Fage). Une situation qui pousse les établissements à multiplier les financements pour éviter un effondrement du vivier d'étudiants : partenariats avec des entreprises, fondations... Les écoles de commerce sont passées maîtres en la matière. Les plus grandes lèvent des fonds colossaux

– 3,4 millions d'euros pour HEC. Même les universités s'y mettent. Assas a créé en mai sa fondation dotée de 1,65 million, avec notamment Lafarge, L'Oréal... A l'université Paris Sud, EDF parraine des étudiants du master Nuclear energy. « Il est clair que nous devons nous substituer à l'Etat qui ne peut plus subventionner ces formations », expliquait il y a quelques mois Christophe Daubié, directeur du site Sanofi à Montpellier et président de la fondation de l'ESC Montpellier. Fanny Welersmuller

A cela s'ajoute un autre dispositif, très contesté : l'aide au logement. Cette indemnité – qui au total coûte plus de 1,5 milliard d'euros à l'Etat chaque année – est versée à tout étudiant qui prend un logement dans le privé. Sans condition de ressources. Le 24 juillet, l'inspection générale des Affaires sociales (Igas) a pointé « l'incohérence » de cette mesure : l'aide est attribuée « quel que soit le niveau de revenu des familles », alors qu'elle devrait être destinée aux ménages les plus pauvres. « Un étudiant peut toucher l'aide pour son logement parisien... même si son père est un milliardaire habitant à Paris! » déplore Olivier Veber, l'un des auteurs du rapport. En 2010, l'allocation logement étudiant avait déjà fait l'objet d'une polémique. La précédente majorité avait envisagé d'imposer aux familles de choisir entre le bénéfice de l'aide au logement et celui de la demi-part fiscale. Mais sous la pression des syndicats d'étudiants et des associations familiales, l'idée avait été abandonnée. A l'occasion de sa grande réforme fiscale de la rentrée, François Hollande osera-t-il s'y attaquer? « Rien n'est moins sûr. La question est sensible », répond mezza voce un conseiller de l'Elysée.

**Un quart des facs en difficulté**  
Pourtant, il y a urgence à trouver de l'argent. Gels des postes, manque de trésorerie, travaux ajournés... Les universités françaises sont dans le rouge. Selon le ministère, un quart des 80 établissements serait au bord de la faillite. Si la réforme dite « loi LRU » menée en 2007 a donné plus d'autonomie budgétaire et managériale aux établissements, elle a aussi grevé leurs comptes. L'Etat leur a transféré la masse salariale sans que soient réellement estimées les dépenses de personnel. Conséquence : les facs se sont parfois retrouvées avec des budgets multipliés par trois ou quatre. La précédente équipe ministérielle de Laurent Wauquiez avait mis les établissements les plus en difficulté sous tutelle. Geneviève Fioraso, elle, promet, plus de souplesse : « Des aides, des conseils, de l'accompagnement, notamment pour le contrôle de gestion vont être proposés... » La ministre ne pourra guère aller ►►

*« Un étudiant peut toucher l'aide pour son logement parisien... même si son père est un milliardaire habitant à Paris! »*

Olivier Veber, auteur du rapport de l'Igas.

## Un système très inégalitaire

Etablissement*	Droits d'inscription annuels**	Coût annuel d'un élève	Part revenant à l'élève
ENA	Gratuit	83 300 euros	0%
Polytechnique (I)	Gratuit	20 000 euros	0%
ENS Lyon	250 euros	23 000 euros	1%
Ensad (Arts déco)	369 euros	22 734 euros	2%
Université de Cergy-Pontoise	250 euros	9 000 euros	3%
Insa Lyon (I)	596 euros	23 000 euros	3%
Paris 2-Assas	255 euros	6 572 euros	4%
Centrale Paris (I)	596 euros	11 000 euros	5%
Paris-Dauphine	1 800 euros	10 455 euros	17%
Sciences-Po Lille	1 100 euros	4 100 euros	27%
HEC (C)	11 900 euros	38 362 euros	31%
Sciences-Po Paris	5 900 euros	13 707 euros	43%
EM Lyon (C)	11 200 euros	21 429 euros	52%
ESTP Paris (I)	6 096 euros	10 000 euros	61%
Grenoble EM (C)	9 676 euros	15 500 euros	62%
Essec (C)	15 000 euros	22 193 euros	67%
Iéseg (C)	8 000 euros	11 000 euros	73%
ESC Montpellier (C)	9 610 euros	12 000 euros	80%
Reims MS (C)	9 100 euros	9 182 euros	99%
ESME Sudria (I)	8 487 euros	8 140 euros	100%

\* C : école de commerce. I : école d'ingénieurs. \*\* Au niveau master.

SOURCE : CHALLENGES

**A savoir.** Ce tableau compare les frais d'inscription que paie un étudiant avec le coût réel de sa scolarité sur une année. Pour Sciences-Po Paris et l'université Paris-Dauphine, il s'agit d'une moyenne des droits payés par les élèves qui varient selon le revenu des parents. Par ailleurs, le coût annuel d'un élève à l'ENA comprend sa rémunération mensuelle. Les écoles de commerce et d'ingénieurs les plus prestigieuses sont subventionnées. Pourtant, c'est à l'étudiant de supporter la totalité des coûts.

►►► plus loin. Impossible, par exemple, d'injecter des fonds. Dans un rapport du 2 juillet, la Cour des comptes a en effet estimé qu'il manquait déjà 120 millions d'euros dans le budget 2012 de l'Enseignement supérieur. En cause, entre autres, 88 millions « oubliés » par la précédente équipe pour verser le dixième mois de bourses aux étudiants.

Toutes les grandes économies sont confrontées au même problème de financement de l'enseignement supérieur. Nombre de pays occidentaux ont choisi de reporter l'effort sur les familles. Au Royaume-Uni, David Cameron a triplé les frais de scolarité (*lire p. 70*). Même option au Québec, où le gouvernement libéral a acté en 2011 une hausse de 75% des frais sur cinq ans. La colère des étudiants ne s'est pas fait attendre (*lire p. 71*).

## Tripler les frais de scolarité

Au vu de ces exemples, il y a peu de chances que la France s'aventure sur ce terrain glissant. « L'état déplorable de nos universités nous empêche de le faire », répond l'entourage de la ministre. *Ce ne serait possible qu'avec l'instauration de nouvelles disciplines. Or les facs n'en ont pas les moyens.* » Surtout, en France, le sujet est tabou. La quasi-gratuité des facs est perçue comme un droit. Aujourd'hui, une inscription en licence coûte environ 180 euros, et 250 euros en master. Dès 2011, Terra Nova, un think tank proche du PS, plaçait pour une refonte importante des frais de scolarité, en préconisant un triplement des tarifs en licence, un quadruplement en master et en doctorat, sur cinq ans – avec une exonération des droits pour les plus modestes.

Dans les faits, certaines facs n'ont pas attendu le feu vert de l'Etat pour revoir leur politique tarifaire. L'université Paris-Dauphine a ainsi passé ses masters à plus de 4 000 euros, sans faire baisser le nombre de postulants. Dès 2003, Richard Descoings modulait les frais d'inscription à l'IEP de Paris en fonction des revenus des parents. Plutôt que faire payer 1 000 euros par an à tous, le barème s'étale désormais de zéro à plus de 9 000 euros. Cette politique a permis à Sciences-Po de quintupler ses ressources.

## Des voies parallèles pour alléger la facture

**D**e plus en plus d'étudiants visent les admissions parallèles afin d'épargner un, deux, voire trois ans de frais de scolarité – jusqu'à 11 900 euros par an à HEC. Exemple d'économie réalisée à Grenoble EM : les admis sur titre directement en deuxième année paieront leur scolarité 19 800 euros au lieu de 28 400 euros. Aujourd'hui, près de 30% des étudiants des grandes écoles sont entrés par une voie parallèle après un DUT, un BTS ou une licence. En cinq ans, le concours Passerelle 2, ouvert aux bac+3-4 a bondi de 160%, avec encore plus de 3 100 candidats en 2012. Autre moyen d'alléger la facture : l'alternance. La formule, où l'élève partage son temps entre

l'entreprise et l'école, permet d'être exonéré des frais d'inscription, qui sont pris en charge par l'employeur, et de percevoir un salaire inférieur au smic. L'an passé, le cap des 110 000 apprentis a ainsi été franchi dans le supérieur, augmentant de 7%. « On peut tourner autour du pot, mais l'un des freins à l'entrée des grandes écoles de management est financier. Il faut faire sauter la barrière de l'argent », explique Didier Jourdan, le directeur de l'ESC Montpellier. Volontariste, cette école mobilise ainsi une dizaine de personnes dédiées uniquement à l'apprentissage. Elle compte déjà 450 apprentis par an, et 50% de la promotion 2011 est issue de l'alternance. A l'Isseg, école postbac en cinq ans

très cotée, l'apprentissage fait tomber la facture à 22 900 euros, contre 37 900 euros en formule classique. Mieux encore, en visant l'admission parallèle en quatrième année et en optant pour l'alternance, la note est réduite à... zéro. A l'Essec, 27% des élèves sont apprentis. Eux ne paient que 9 500 euros au lieu de 39 500 euros. Cependant, crise oblige, les sources de financement se tarissent. L'Essec s'est d'ailleurs engagée à réduire progressivement son nombre d'apprentis. Selon un rapport de la chambre régionale des comptes, le groupe « n'est pas opposé au fait qu'une partie des coûts de formation (20%) soit prise en charge par l'étudiant, compte tenu des rémunérations qu'il perçoit ». **F. W.**

Premières utilisatrices de jeunes diplômés, les entreprises ne devraient-elles pas participer davantage à leur formation ?

L'autre piste de financement est l'instauration de prêts gratuits aux étudiants. En Australie ou au Royaume-Uni, où le système est très développé, le remboursement ne se déclenche qu'au moment où les revenus du jeune ont atteint un certain seuil. L'idée fait son chemin en France, mais pas question de généraliser les crédits bancaires privés, comme aux Etats-Unis, où les étudiants sont écrasés par le poids de leur dette (*lire p. 67*).

## Diversification des ressources

En attendant, les établissements tentent tant bien que mal de renflouer les caisses. Prenant modèle sur les écoles privées, beaucoup misent sur la formation continue. A l'EM Lyon, un tiers du budget est fourni par la formation continue, dont la part augmente chaque année de 15%. « Aujourd'hui, notre école de management compte 5 000 étudiants professionnels en MBA, contre 3 000 inscrits en formation initiale », explique Patrice Houdayer, le directeur général délégué.

A l'instar de ce qui se pratique aux Etats-Unis, les établissements font aussi de plus en plus appel à la géné-

rosité de leurs anciens élèves. Depuis 2008, Polytechnique se targue d'avoir reçu près de 35 millions de dons. Enfin, le *fund-raising* est en pleine expansion. A l'Essec, par exemple, chaque année, une à deux chaires sont lancées en partenariat avec des entreprises ou des fédérations professionnelles. Coût moyen d'une chaire : 330 000 euros par an pendant quatre ans. Cette manne permet à la prestigieuse école d'accueillir des élèves moins favorisés, n'ayant pas les moyens de payer les 10 000 euros par an.

A l'avenir, les entreprises devraient être de plus en plus sollicitées. Puisqu'elles sont les premières utilisatrices des jeunes diplômés, ne devraient-elles pas participer davantage à leur formation ? Quelques personnalités, comme Daniel Cohn-Bendit, proposent même que celles qui recrutent un étudiant qualifié, formé dans une structure publique, acquittent un écot à l'Etat. François Hollande a promis qu'une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur verrait le jour début 2013. Parmi les nombreuses pistes, l'idée de faire participer les sociétés pourrait bien faire son chemin. **Fanny Guinocet**

# Aux Etats-Unis, un coût insupportable

*Plus des deux tiers des étudiants américains empruntent pour payer leurs études. Et avec la crise, beaucoup ne peuvent plus rembourser.*

Quand il a été admis à l'université Northwestern à Chicago, Andrew était fou de joie. Certes, les frais de scolarité étaient élevés, mais il n'a pas hésité à s'endetter. Maîtrise de communication en poche, il n'a rien trouvé d'autre que des petits boulots à 12 dollars l'heure. A 27 ans, il est au chômage avec une dette de 60 000 dollars, et un sacré pari : faire un an d'études de plus et ajouter un master à son CV avec l'espoir de décrocher un vrai salaire, ou se retrouver dans un an au chômage avec une dette de plus de 90 000 dollars. Son amie Gill, 29 ans, assistante juridique et mère d'une petite fille, a dû retourner vivre chez ses parents. Elle a déjà remboursé 14 000 dollars en cinq ans, mais elle doit encore 20 000 dollars et, à cause de la crise, elle a perdu son emploi. Quant à Tim, 24 ans, qui a suivi des études hôtelières, il a fini par trouver un emploi mais gagne moins qu'un serveur, et regrette amèrement sa formation à 35 000 dollars. « On fait des études pour préparer l'avenir, et on se retrouve plombé à vie. »



Princeton University Office of Communications

Les deux tiers des étudiants qui sont entrés à l'université en 2007-2008 ont emprunté de l'argent, que ce soit à des proches, au gouvernement ou à des banques. Ils se retrouvent en moyenne avec 25 000 dollars à rembourser, mais 10% d'entre eux ont plus de 54 000 euros de dettes, et 3%, plus de 100 000 euros, d'après une enquête de la Réserve fédérale.

**A l'université de Princeton (New Jersey). Dans les établissements de l'Ivy League, l'endettement moyen d'un étudiant atteint 33 000 dollars.**

## 1 000 milliards de dettes

Certes, le phénomène n'est pas nouveau. Les universités américaines ont toujours été chères; les parents savent qu'ils doivent mettre de l'argent de côté dès la naissance de leur enfant s'ils veulent pouvoir lui offrir des études supérieures. Mais avec la crise, qui laisse 15% des jeunes diplômés sans emploi, il a pris une ampleur inquiétante. La dette étu-

diane a atteint 1 000 milliards de dollars. Une bombe à retardement : sur 36 millions d'étudiants américains endettés, 10% environ sont d'ores et déjà en défaut de paiement. Or, contrairement à toute autre forme de surendettement, avec les prêts étudiants, impossible de se déclarer en faillite et d'effacer l'ardoise : la dette est imprescriptible. Le gouvernement peut prélever jusqu'à 15% de vos revenus à venir, de vos allocations, saisir vos biens, et ce jusqu'à votre retraite. Comme pour les subprimes, il n'y a guère de garde-fous : tout étudiant qui le souhaite peut bénéficier d'un prêt fédéral. Quant aux universités, elles poussent à la roue, sans insister sur des clauses assez incompréhensibles... « La plupart des familles ne savent pas dans quoi elles s'engagent », constate Mark Kantrowitz, créateur d'un site qui aide les étudiants à tailler leur route dans le maquis des frais de scolarité, des bourses et des aides.

## Désengagement de l'Etat

Comment en est-on arrivé là? Le problème s'est enraciné à la fin des années 1980, quand les frais de scolarité ont commencé à grimper plus vite que les revenus des ménages, sur fond de baisse des dépenses publiques. Résultat : même les universités d'Etat, qui offraient il y a trente ans une scolarité quasi gratuite, affichent aujourd'hui des tarifs dépassant les 10 000 dollars par an pour un étudiant résident de l'Etat, le double pour les autres (voir tableau ci-contre). Quant aux universités privées, les prix s'y envolent aisément au-delà de 30 000 dollars. La plupart des étudiants ont un, voire deux emplois. D'après les calculs de Mark Kantrowitz, l'endettement moyen d'un étudiant dans une faculté publique est de 23 000 dollars. Il grimpe à 33 000 dollars dans un collège privé à but non lucratif, comme les prestigieuses universités de l'Ivy League. Et à 39 000 dollars dans un collège privé à but lucratif. Pas étonnant que de plus en plus d'Américains se tournent vers l'étranger. **Natacha Tatu (à Chicago)**

## Les universités publiques ont rattrapé les privées

Université	Droits d'inscription annuels	Prix d'un MBA (durée)
Arkansas State University Mountain Home	4 300 dollars *	-
California State University	16 600 dollars *	-
Longwood University (Virginie)	22 400 dollars *	-
UCLA (Californie)	35 000 dollars *	Résidents : 81 800 dollars Non-résidents : 97 600 dollars (2 ans)
Harvard (Massachusetts)	54 000 dollars	121 000 dollars (2 ans)
New York University	39 300 dollars *	56 500 dollars (2 ans)
Stanford (Californie)	40 500 dollars *	11 360 dollars (2 ans)

\* Droits pour les non-résidents de l'Etat. Dans les universités publiques, les étudiants domiciliés dans l'Etat paient environ moitié prix.

SOURCE : CHALLENGES

# Les réalités du rêve américain

*Must pour l'étudiant français, intégrer une université outre-Atlantique est compliqué et cher. Des organismes spécialisés sont là pour l'aider, voire lui trouver une bourse.*

**B**ack to school! C'est la rentrée, ces jours-ci, dans les universités américaines. Et cette année encore, les étudiants français devraient y être plus nombreux. Pas seulement ceux qui viennent effectuer une année de césure dans le cadre de leurs études à Sciences-Po ou à HEC, voire à la fac, mais aussi des bacheliers fraîchement diplômés qui visent un *bachelor* en quatre ans. En 2011, ils ont été plus de 8000 à traverser l'Atlantique pour rejoindre l'une des 4000 facs américaines, un chiffre en hausse de 5% par rapport à 2010. « La demande est très forte, confirme Michel Azaria, président et fondateur de Sup in USA. Il y a l'attrait du pays pour les jeunes qui y ont effectué des séjours linguistiques et le rayonnement de ses universités pour les parents. Sans parler des campus. »

**Au moins un an de préparation**  
 Pourtant, avant de s'envoler vers les Etats-Unis, la procédure d'admission, lorsqu'il ne s'agit pas d'un programme d'échange, relève souvent du parcours du combattant. Mieux vaut se faire aider par des organismes spécialisés dans le coaching, tel WorlDiploma. « Pour ceux qui veulent partir après le bac, il faut commencer à préparer son projet dès la classe de première », conseille Thomas Albertini, son directeur. Car pour obtenir son visa étudiant, le futur *preppy* doit passer une série d'obstacles comme le TOEFL et le SAT (*lire encadré*), faire traduire ses bulletins scolaires, rédiger lettres de motivation et dissertations. Les fameux « essais » où le candidat s'exprime sur ses échecs, ses réussites, les livres qu'il aime... « J'ai raconté un voyage que j'avais fait aux Etats-Unis à 11 ans », aconté Basile Raynaud, ancien élève de l'école active bilingue de Lille. Diplômé d'un bac international, il vient d'intégrer Brandeis University, l'une des mieux cotées aux



**Je voulais découvrir un autre pays, sa culture et sa langue. Toutes mes attentes ont été comblées. En particulier l'accueil et le soutien des professeurs.**

Camille Mldière (Post University, Connecticut).

Etats-Unis, pour y étudier l'informatique. « Pour faire mon choix, j'ai consulté les nombreux classements qui existent, raconte-t-il. Je suis aussi allé voir sur des forums les commentaires des étudiants. »

## Remise à niveau linguistique

Mais tous les candidats ne sont pas bilingues comme lui. Une récente enquête européenne a démontré le faible niveau d'anglais des lycéens français. Du coup, il existe des séjours linguistiques spécifiques à la préparation du TOEFL comme ceux d'Isilangue. Et Acadomia lance à la rentrée une offre, baptisée Prépa US, pour monter son dossier et travailler son anglais en un an. « Nous nous sommes associés à l'American University of Paris, ce

qui permettra à ceux qui souhaitent suivre des cours de valider un semestre avant de partir aux Etats-Unis », explique Philippe Coléon, directeur général d'Acadomia. A 12000 euros l'année, cela donne une idée des frais de scolarité américains. De même, des coachs privés se sont spécialisés dans la constitution des dossiers, comme Zachary Davis Wyman ou Michel Azaria. Leurs services sont chers mais utiles pour relever tous ces petits trucs, comme les talents originaux, qui valorisent une candidature. Même si Harvard, Yale et Princeton font rêver, il n'est pas toujours nécessaire, et possible, de viser l'excellence de l'Ivy League dès le début de ses études. « Je propose souvent à nos candidats d'intégrer un com-

PHOTOS :  
 Bruno Delessard  
 pour Challenges

## TOEFL et SAT, les deux tests-clés

C'est le sésame pour intégrer une université américaine. Le **TOEFL** (Test of English as a Foreign Language) est un examen qui évalue le niveau d'anglais des étudiants étrangers. Il dure quatre heures et comprend quatre épreuves (compréhensions écrite et orale, expressions orale et écrite). « Pour les Français, ce sont les deux dernières qui posent le plus de problèmes », indique Siham Belouadheh, responsable marketing chez Kaplan, leader des centres de préparation aux examens. Ce test standardisé, facturé 240 dollars, est noté sur 120 points. Pour entrer dans une bonne université, mieux vaut dépasser la barre des 90 points. C'est possible à condition de s'entraîner pendant plusieurs mois grâce à des cours en groupe, comme chez Kaplan. Moins cher, on trouve aussi de nombreux livres, comme ceux de l'éditeur Barron's, pour s'entraîner avec l'aide de CD-Rom ainsi que des formations en ligne. Outre le TOEFL, le **SAT** (Scholastic Assessment Test) est aussi indispensable pour entrer à l'université aux Etats-Unis. Cet examen comprend des épreuves en anglais sous forme de QCM. Généralement, les élèves français n'ont pas de difficultés avec les mathématiques, à condition d'avoir acquis le vocabulaire de base. En revanche, ils calent souvent sur la rédaction des petites dissertations aux thèmes très variés. « Nous leur faisons passer des tests blancs avant de leur proposer nos formules de préparation », explique Siham Belouadheh. Si leur niveau est trop faible, nous leur conseillons d'effectuer des séjours linguistiques. » Comme ceux de Calvin Thomas, dédiés à la préparation du TOEFL et du SAT. Idéal, pendant les vacances scolaires. Enfin, rien n'empêche de repasser ces examens plusieurs fois pour améliorer son score. Mieux vaut donc commencer à s'y atteler au moins six mois avant l'envoi de sa candidature. ■



**Nous bénéficions à la fois d'une grande autonomie et d'un formidable encadrement. Un mix entre grande école et université françaises.**

**Clémence Nogret-Pradler** (Lindenwood University, Missouri).

community college, beaucoup moins cher, qui leur permet une bonne mise à niveau avant leur transfert vers une université en troisième année », explique Thomas Albertini. Les frais de scolarité dépassent rarement 5 000 dollars, mais le logement et la restauration ne sont pas inclus. Très loin des 35 000 dollars demandés par les universités privées. Mais les *community colleges* ne durent que deux ans.

### Bourses privées

Pour réaliser son rêve, il est aussi possible d'obtenir une bourse. Les plus connues étant celles délivrées par la commission franco-américaine Fulbright. Mais des organismes privés, spécialisés dans les voyages linguistiques, comme Calvin Thomas, ont aussi développé un savoir-faire dans ce domaine. Son programme Go Campus fait partir chaque année une cinquantaine d'étudiants avec des bourses d'études de 2 000 à 20 000 dollars. Ainsi Clémence Nogret-Pradler avait prévu de rester un an, mais elle

**« Les facs américaines ont vu affluer les étudiants asiatiques. Elles veulent recruter des jeunes Européens. Quitte à financer une partie des frais. »**

**Manon Boucher**, responsable du programme Go Campus.

a décidé de rester tant le système lui plaît. Et cela lui revient moins cher que l'école de commerce postbac à laquelle elle était reçue. « Les universités américaines, qui ont vu affluer les étudiants asiatiques ces dernières années, veulent recruter des jeunes Européens », explique Manon Boucher, responsable du programme. Pour cela, elles sont prêtes à financer une partie des frais. » Autre solution pour alléger la note, obtenir une bourse sportive. A condition d'avoir un très bon niveau. Deux acteurs se distinguent sur ce créneau : Athletics Partner et University Elite Athletes (UEA). « Nous obtenons des bourses universitaires qui couvrent jusqu'à 100% des dépenses pour de jeunes footballeurs ayant un niveau CFA [l'équivalent de la quatrième division. NDLR] en France », explique Edouard Lacroix, cofondateur de UEA. Même ceux qui ont raté leur bac en juin peuvent intégrer une université américaine en janvier. Mais ils devront être très motivés.

**Kira Mitrofanoff**

# En Grande-Bretagne, une inflation débridée

*Avec des droits d'inscription triplés en un an, les études universitaires font les frais du plan d'austérité de David Cameron.*

**B**is repetita. Le 21 novembre, les étudiants anglais descendront de nouveau dans la rue à l'appel du NUS, le syndicat national étudiant. Sujet de la mobilisation? Encore et toujours la hausse des frais d'inscription. Car pour entrer dans une faculté publique, les Britanniques vont devoir payer 9 000 livres (11 350 euros) par an. Soit trois fois plus que l'année précédente.

En décembre 2010, le gouvernement conservateur de David Cameron a en effet fait voter une loi permettant aux 120 universités que compte le pays d'augmenter leurs frais d'inscription à partir de la rentrée 2012. Pour le Premier ministre, il s'agissait surtout de compenser les coupes budgétaires annoncées quelques mois plus tôt. Le plan d'austérité prévoit en effet d'amputer le budget de l'enseignement supérieur de 40% d'ici à 2014. Et le locataire du 10 Downing Street d'arguer de la nécessité de ramener, d'ici à cinq ans, le déficit à zéro.

## Fin de la gratuité en 1998

En triplant le plafond des droits d'inscription – dans une limite de 11 350 euros –, David Cameron a pris un risque. « Il nous a vendu sa réforme en assurant que seule une minorité des universités augmenteraient leurs droits; mais, comme nous le craignons, presque toutes l'ont fait! » se désole Sally Hunt, secrétaire générale du syndicat enseignant UCU.

Au Royaume-Uni, les études ont longtemps été gratuites. C'est Tony Blair qui a introduit, en 1998, des

frais de scolarité modulés selon les revenus des parents et plafonnés à 1 200 euros par an. En 2004, les travailleurs ont ouvert une nouvelle brèche, en autorisant les universités à fixer elles-mêmes le montant des droits d'inscription, dans la limite de 3 800 euros. La pilule est amère, mais passe encore...

En revanche, les hausses décidées en 2010 provoquent un choc. Très rapidement, d'importants mouvements de protestation se propagent dans tout le pays. « J'ai rarement vu cela, raconte un député travailliste. Habituellement, les étudiants ne sont pas aussi vindicatifs, c'était notre Mai-68. » Toute l'année 2011, sous le slogan « L'éducation est un droit, pas un privilège », les manifestations se sont succédées. Sur le célèbre campus de l'université de Cambridge, traditionnellement marquée à gauche, la mobilisation s'organise. « Les étudiants ont occupé les salles de cours pendant plusieurs mois, se souvient Raphael Assier, alors doctorant en mathématiques. C'était plutôt pacifique. Les jeunes servaient le thé aux policiers... »

A Londres, le mouvement est plus musclé. A l'instar de ce 9 décembre 2010, où plus de 50 000 personnes défilent. Attaque de la Rolls-Royce du prince Charles, jets de projectiles, assaut du siège du Parti conservateur... Les violences font une cinquantaine de blessés. Le gou-



**Manifestation à Londres, le 9 décembre 2010. Ce jour-là, plus de 50 000 étudiants ont défilé dans la capitale contre la hausse du coût des inscriptions à l'université.**

vernement ne recule pas. Et peu à peu, le mouvement s'essouffle.

Aussi, en cette rentrée 2012, la colère a surtout laissé place à l'inquiétude. Les étudiants qui n'auront pas les moyens de payer vont encore s'endetter. Au Royaume-Uni, l'Etat a instauré un système de prêts publics. Mais avec la nouvelle loi, les modalités promettent d'être moins avantageuses. Longtemps nuls, les taux d'intérêts pourraient, selon les revenus, atteindre 3%. Et même si le texte stipule que les diplômés ne commenceront à rembourser que lorsqu'ils gagneront plus de 25 000 euros par an, la charge est importante. L'Institute for Fiscal Studies, qui a publié un rapport sur le sujet, estime que désormais un étudiant démarrera sa vie active avec une dette d'environ 50 000 eu-

## Un nouveau plafond vite adopté

Université (statut)	Droits d'inscription 2011-2012	Droits d'inscription 2012-2013	Prix d'un MBA (durée)
London School of Economics (privé)	3 800 euros	10 700 euros	-
Bristol (public)	3 800 euros	11 350 euros	21 500 euros (9 mois)
Cambridge (public)	3 800 euros	11 350 euros	45 500 euros (12 mois)
Oxford (public)	3 800 euros	11 350 euros	51 700 euros (9 mois)
Warwick (public)	3 800 euros	11 350 euros	37 800 euros (12 mois)

SOURCE : CHALLENGES



T. Kynacou/ReX/Sipa

ros -, contre 19 000 euros jusqu'à présent. Le gouvernement a beau répéter que les plus défavorisés ne sont pas concernés et que le montant des bourses sera relevé, cela ne suffit pas à rassurer.

### Retour sur investissement

Sur le campus de Hertfordshire, Charlotte, 18 ans, commence des études de droit. « J'espère avoir fait le bon choix, qui me permettra de trouver du travail facilement », explique la jeune femme, qui a renoncé à un cursus plus littéraire. « Les jeunes vont privilégier des filières plus professionnalisantes », craint Philip Cacouris, responsable des relations internationales de l'Institut français de la mode. A Hertfordshire, Jon Berry, professeur depuis plus de vingt ans, redoute une modification des rapports entre étudiants et professeurs : « On va devoir modifier notre pédagogie, car les jeunes vont exiger un retour sur investissement immédiat. »

Alors que la Grande-Bretagne s'enfonce dans la récession, que le chômage des moins de 25 ans dépasse les 20%, les jeunes risquent surtout de réfléchir à deux fois avant de se lancer dans des études. Déjà, pour cette rentrée 2012, selon l'UCAS, l'organisme national qui attribue les places dans les universités, le nombre des inscriptions a reculé de 8,7%. F. G.

Un rapport de l'Institute for Fiscal Studies estime que désormais un étudiant britannique démarrera sa vie active avec une dette d'environ 50 000 euros.

# Au Canada, la fin de l'îlot québécois

Dans ce pays où coexistent deux cultures éducatives, le coûteux modèle anglo-saxon se généralise.

**H**ausse de 1 600% pour un MBA à McGill », titrait Radio-Canada à la rentrée 2010. De 1 700 dollars par an en 2009, le tarif pour un MBA à l'université montréalaise anglophone avait grimpé à 30 000 dollars l'année suivante, avant de bondir à 36 250 dollars pour cette rentrée 2012.

Le Canada a deux cultures éducatives : la canadienne-anglaise et la québécoise. La première a pour modèle les États-Unis, même si les études sont moins chères que chez le voisin. Là, l'éducation est un produit marchand banalisé. « Le secteur universitaire est une entreprise évaluée à 30 milliards de dollars », note l'Association des universités et collèges du Canada. Tout est dit. Le débat sur les frais de scolarité au Canada anglais est d'ailleurs marginal. Dans le premier cycle, ces derniers atteignent en moyenne 5 500 dollars par an, pour des matières comme les lettres ou l'histoire. Ils peuvent monter à 20 000 dollars annuels pour des études en médecine dentaire. Cela ne comprend pas, bien sûr, les frais de subsistance et les frais accessoires (livres, associations...).

### Étudiants en faillite

Ces frais de scolarité ont fortement augmenté ces vingt dernières années, au fur et à mesure que le gouvernement s'est désengagé de l'Éducation. Entre 1989 et 2009, le financement gouvernemental est passé de 72 à 55% du budget des universités. Il existe bien des bourses gouvernementales, mais elles ne sont que de 250 dollars par mois pour les étudiants dont les parents ont de très faibles revenus, et de 100 dollars pour les familles moyennes. Les bourses universitaires sont, elles, peu nombreuses et

distribuées au compte-gouttes. Toutes bourses confondues, entre 15 et 25% des étudiants y ont accès. Les autres s'endettent auprès des banques et de leurs proches. Certaines étudiantes recourent même à un Sugar Daddy – un homme âgé qui paie leurs études. Cet été, les clubs de danseuses nues d'Ottawa ont mené des campagnes de recrutement, promettant aux élèves majeures des emplois payants pour financer leurs études.

A la fin du premier cycle, l'endettement moyen des étudiants est de 27 000 dollars, une somme que ces derniers mettent généralement dix ans à rembourser. Certains ne peuvent plus payer. Ils déclarent faillite. D'autres, faute de moyens suffisants pour continuer leur scolarité, abandonnent leur cursus prématurément. Seule consolation, les universités distribuent généreusement les diplômés à leurs clients. En moyenne, plus de 80% des étudiants d'un premier cycle sont diplômés.

### Étudiants en grève

Au Québec, la situation est très différente. Si les étudiants de la Belle Province paient pour l'instant moins cher qu'au Canada anglais, entre deux et six fois selon les matières en premier cycle, la tendance est à la hausse. Et les étudiants sont en grève depuis février. Ils s'opposent à la hausse de 75% des frais de scolarité sur les cinq prochaines années, décrétée en 2011 par le gouvernement libéral de Jean Charest.

Le Canada anglais, francophobe, s'est indigné contre ces élèves québécois, traités de « Grecs du Canada », par le plus posé des quotidiens canadiens, le *Globe and Mail*. Julien Royal, étudiant en deuxième année de science politique à l'Université du Québec, à Montréal, confie en marge d'une manifestation : ►►



R. BENOIST/AGF

►►► « Les recteurs des universités ont des chauffeurs à leur disposition. Il suffit de mettre fin au gaspillage des fonds publics, à la corruption, et d'utiliser les redevances sur les ressources naturelles pour avoir un financement public des études et progresser vers la gratuité. » Il ajoute : « Que l'on ne nous parle pas du manque de moyens. L'argent est là. Il est simplement mal géré, c'est tout. » Les slogans fleurissent : « La vie avant le profit »,

« Libérez-nous des libéraux », ou encore « Charest, démissionne ». Faisant face à une grogne sans précédent, le Premier ministre a organisé des élections législatives anticipées le 4 septembre. Les indépendantistes du Parti québécois promettent d'abolir la hausse des frais de scolarité s'ils sont élus. La Coalition Avenir Québec, grande rivale de droite des libéraux, propose une hausse légèrement moins élevée que celle du Parti libéral.

**Manifestation à Montréal, le 22 juillet. La grogne des étudiants québécois a amené le Premier ministre à organiser des élections législatives anticipées.**

La hausse des frais de scolarité – ils sont passés de 520 dollars en 1989 à 2400 dollars en 2012 – est d'autant plus mal acceptée que le système d'aides financières affiché est déficient et trompeur. Ainsi, le ministre de l'Éducation parle de « prêts-bourses ». En fait, il s'agit pour l'essentiel de prêts remboursables. Et 75% des étudiants n'ont accès ni aux prêts ni aux bourses. Les universités rechignent toujours à donner des chiffres précis sur le sujet, et considèrent les emplois sur les campus comme des aides financières. « En 2011-2012, 30% de nos étudiants de premier cycle ont reçu une aide financière basée sur leur situation financière : bourses, prêts ou possibilités d'emploi sur le campus », explique Julie Fortier, directrice des relations médias de McGill. Plus de 80% des étudiants travaillent en moyenne dix-neuf heures par semaine pendant leurs études. Environ deux tiers s'endettent, moins toutefois qu'au Canada. Si les étudiants des universités ont voté pour la poursuite de la grève, ceux des collèges sont retournés en classe à la mi-août. Il faudra attendre cet automne pour savoir si le « printemps érable » va se poursuivre.

Ludovic Hirtzmann (à Montréal)

## La frontière franco-anglaise s'estompe

Université	Droits d'inscription annuels	Prix d'un MBA (durée)
Université Laval (Québec)*	2400 dollars	-
Université de Montréal*	2400 dollars	Résidents : 4600 dollars Non-résidents : 11700 dollars Étrangers : 20900 dollars (3 semestres)
Université McGill (Montréal)*	2400 dollars	72500 dollars (2 ans)
University of British Columbia (Vancouver)	4700 à 16000 dollars selon la matière +40% pour les étrangers	Résidents : 42179 dollars Étrangers : 52541 dollars (15 mois)
University of Toronto	5700 à 13200 dollars selon la matière 24700 à 31200 dollars pour les étrangers	-

\* Dans les universités québécoises, ces tarifs sont valables pour les étudiants français. SOURCE : CHALLENGES